

## Réponse complémentaire relative à l'analyse des marchés de gros du très haut débit

### Synthèse

Neuf Cegetel partage l'analyse de l'ARCEP, en ce que le réseau de fourreau de France Télécom constitue une infrastructure essentielle qui doit être ouverte aux opérateurs alternatifs selon des modalités efficaces et non discriminatoires.

L'offre expérimentale actuelle doit néanmoins encore évoluer profondément pour constituer le fondement équitable, efficace et non discriminatoire des déploiements des opérateurs historique et alternatifs. Notamment :

- les principales modalités opérationnelles de l'offre doivent désormais être rapidement arrêtées afin que les opérateurs puissent commencer à déployer à l'échelle industrielle et rattraper le retard qu'ils ont accumulé depuis un an sur France Télécom ;
- les discriminations les plus flagrantes doivent être supprimées, de façon à éviter que France Télécom ne dispose d'une avance irrattrapable en matière de conquête d'abonnés et d'équipement des colonnes montantes d'immeubles ; l'Autorité doit ainsi imposer :
  - une prise en charge par France Télécom de tous les coûts d'adaptation de son génie civil permettant le déploiement de boucles locales fibres concurrentes par plusieurs opérateurs
  - une prise en compte équitable par le premier opérateur, France Télécom compris, des contraintes et délais d'adaptation du génie civil pour les autres opérateurs
  - une obligation de transparence et de mutualisation des études
  - un minimum de coordination des déploiements, avec des mécanismes de co-déploiement des câbles ou de pose de fibres surnuméraires

En effet, rien ne garantit à ce stade que des opérateurs tels Neuf Cegetel, qui ont pris la décision d'investir dans un réseau en fibre optique, pourront le faire dans les principales villes de France, dans lesquelles France Télécom a aujourd'hui commencé à déployer son propre réseau, dans des conditions de coûts et de délais équitables, avec le risque de ne pas pouvoir être présent sur le marché du très haut débit.

Dans les villes de densité moyenne, France Télécom conservera un avantage structurel lié à ses économies d'échelle, de gamme et à son antériorité. Même si l'offre de fourreaux devait évoluer sensiblement, les opérateurs alternatifs ne peuvent structurellement pas s'y déployer. Il s'agit d'un monopole naturel.

Neuf Cegetel estime que l'Autorité doit reconnaître l'existence d'un tel monopole naturel de long terme dans les zones de densité moyenne, où réside la grande majorité de la population, et revoir en conséquence son analyse de marché afin d'imposer dès à présent à France Télécom, en tant qu'opérateur dominant, une offre d'accès au NRO (fibre noire, ou à défaut bitstream).

Une telle régulation asymétrique est par nature transitoire et pourra être levée, soit lorsqu'une régulation symétrique et pérenne aura été mise en place par le législateur, soit lorsque les collectivités auront investi dans les zones de moyenne densité pour y créer des réseaux durablement ouverts à la concurrence.

Neuf Cegetel rappelle que pour l'essentiel les éléments qui sont évoqués dans la présente réponse ont été abordés au cours de l'année 2007 auprès de France Télécom tant par courrier que lors de réunion bilatérales ou multilatérales, et constituent des demandes constantes.

## **L'offre actuelle de fourreaux de France Télécom ne permet pas aux opérateurs alternatifs de commencer à déployer leur propre réseau et continue à accroître leur retard sur le déploiement de France Télécom**

### **Enjeux**

France Télécom a annoncé pour 2008 des déploiements importants (1 million de prises) sur une dizaine de villes de Province : Lille, Metz, Lyon, Grenoble, Nice, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Poitiers, Nantes, et les Hauts de Seine. Il est donc urgent que les opérateurs alternatifs disposent très rapidement d'une offre leur permettant de lancer leurs propres projets sans être condamnés à laisser France Télécom préempter l'essentiel du territoire et des immeubles.

### **Problèmes opérationnels de très court terme**

Au-delà même du caractère expérimental de l'offre qui ne permet pas à ce stade de lancer des déploiements à grande échelle, Neuf Cegetel constate que de nombreuses dispositions, évoquées depuis quelque temps, ne sont toujours pas précisées :

- France Télécom doit clarifier qu'elle accepte la pose d'équipements (manchons, coupleurs...) dans ses chambres dans des conditions équivalentes à ses propres déploiements. La seule alternative pour un opérateur alternatif serait de reconstruire des chambres.
- Les règles d'ingénierie de déploiement doivent être finalisées dès que possible, car celles-ci évoluent encore de réunion en réunion. Dans l'attente, des doutes importants subsistent sur les modalités actuellement utilisées par France Télécom pour ses déploiements en cours.
- Les modalités de gestion des cas de saturations de fourreaux n'ont toujours pas été précisées, en termes de délais, de coûts et de processus.
- Il en va de même des cas de saturation qui apparaîtraient au cours d'un chantier de déploiement et le bloquerait : les opérateurs doivent avoir la possibilité de décider sur place et sans délais d'instruction de déroger, dans un cadre à établir, aux règles d'ingénierie ou aux réservations faites, quitte à régulariser la situation postérieurement.
- et bien évidemment la pérennisation des dispositions présentées par France Télécom comme limitées au cadre de l'expérimentation ou dans le cadre des réunions multilatérales.

Dans l'attente, quatre mois après l'annonce par France Télécom d'une offre d'accès à ses fourreaux qui devait être finalisée avant fin 2007, aucun déploiement utilisant les fourreaux de France Télécom ne peut techniquement être envisagé par les opérateurs alternatifs en dehors de leurs zones d'expérimentation, pas même des phases d'étude préalable. Le déploiement des opérateurs alternatifs est donc complètement bloqué, alors même que France Télécom continue de déployer dans une dizaine de villes.

## **L'offre de fourreaux de France Télécom est discriminatoire et ne permet pas aux opérateurs alternatifs de déployer à armes égales avec France Télécom**

### **Enjeux**

L'adaptation du réseau de France Télécom, prévu pour la boucle locale cuivre, au déploiement de plusieurs boucles locales optiques suppose des coûts et délais d'adaptation.

Ceux-ci sont notamment les délais de mise à niveau de la connaissance sur la disponibilité du réseau, les coûts de sous tubage et de désaturation pour y faire passer la fibre et les délais de création de nouveau génie civil sur les tronçons saturés.

Les dispositions de l'offre actuelle conduisent à ce que la majorité de ces coûts et délais soient supportés par les opérateurs alternatifs. En effet, France Télécom s'en exonère, en ayant la possibilité de tirer ses fibres directement dans ses fourreaux existants occupés, et bénéficie donc d'un avantage décisif, comme compétiteur sur le déploiement des nouveaux réseaux fibres, par rapport aux opérateurs alternatifs. Ces discriminations portent sur:

- l'accès aux informations disponibles, qui permettent d'optimiser ses choix de déploiement, au regard notamment des déploiements des autres opérateurs ;
- les coûts de déploiement, qui conditionnent en aval la rentabilité sur le marché de détail et l'étendue possible de la couverture pour un opérateur ;
- les délais, qui conditionnent la capacité des opérateurs à aller déployer dans les colonnes d'immeubles, futurs micro-monopoles, et à capter les premiers clients.

Ce dernier point est extrêmement important. L'opérateur déployant en premier et le plus vite est à l'évidence en position favorable vis à vis des gestionnaires d'immeuble. Il pourra déployer le premier les câblages internes, ce qui peut lui permettre, en l'absence aujourd'hui d'obligation d'orientation vers les coûts, de bénéficier d'une rente durable de monopole, mais dégradera d'autant les plans d'affaires de ses concurrents devant accéder au câblage. Il y a aussi une forte probabilité qu'il capte les premiers clients les plus demandeurs de la fibre, et donc les plus rentables.

La présente partie traite des évolutions de l'offre permettant de réduire les discriminations actuelles entre France Télécom et les opérateurs alternatifs l'utilisant, afin que l'ensemble des opérateurs soient sur un pied d'égalité pour déployer des réseaux fibre en zones denses.

La non discrimination entre acteurs accédant à la même infrastructure essentielle est un des principes fondamentaux des autorités de concurrence et a été mise en œuvre avec constance par l'Autorité, notamment sur la boucle locale cuivre.

### **Discrimination en termes d'accès aux informations**

Le processus proposé par France Télécom est discriminatoire, dans la mesure où il implique que les opérateurs alternatifs doivent fournir leurs études de disponibilité à France Télécom et lui faire valider leurs projets de déploiement détaillés. Les opérateurs alternatifs n'ont pas connaissance des plans de déploiement de France Télécom.

Il existe donc un risque sérieux que France Télécom utilise ces informations pour orienter son déploiement, le démarchage des syndicats d'immeubles ou le pré-démarchage commercial des clients.

Bien que France Télécom ait indiqué qu'elle instituerait une « muraille de Chine », afin d'éviter ce risque, elle n'a cependant toujours pas précisé comment elle se propose de l'organiser. En

termes pratiques, Neuf Cegetel émet les plus grands doutes sur la possibilité d'une mise en place effective.

Notamment, les déploiements des opérateurs alternatifs donnent lieu à recette de la part de France Télécom sur le terrain. Plusieurs centaines d'agent de France Télécom travaillant dans les directions régionales seront donc informés des déploiements des opérateurs alternatifs.

Ces directions régionales sont en charge des déploiements opérationnels de France Télécom dans les mêmes zones et villes. Neuf Cegetel comprend en outre que les choix de déploiement de France Télécom vont en partie être décentralisés aux directions régionales. L'ARCEP ne dispose pas des moyens, notamment humains, pour vérifier la bonne application de cette séparation à l'échelle locale.

Ce point est d'autant plus important que France Télécom dispose d'une avance considérable sur ses concurrents liée à son historique cuivre, en termes de connaissance de son réseau, et de disponibilité de sous-traitants qualifiés.

**La solution permettant de contourner cette discrimination est d'imposer à France Télécom, en tant que gestionnaire de réseau, une obligation de transparence sur les études de disponibilité engagées ou déjà réalisées et les déploiements effectués par tous les opérateurs, France Télécom compris.**

Dans la durée, ces informations ont vocation à être informatisées et mises à disposition sur un serveur d'éligibilité. Un tel processus, qui semble avoir été imposé par le gouvernement Portugais à l'opérateur historique, est long. Dans les premières années, les flux d'information peuvent s'effectuer par échanges de fichier de type pdf.

### Les coûts d'adaptation du réseau

Selon les règles d'ingénierie de l'offre proposées, France Télécom ne serait pas contraint à sous-tuber ni à désaturer ses fourreaux, sauf exception, du fait de la possibilité de réutiliser directement ses fourreaux existants occupés.

Ainsi, le tableau suivant illustre le différentiel de coûts entre un ou deux opérateurs alternatifs et France Télécom en l'état de l'offre d'accès au génie civil.

Coût total de déploiement par mètre linéaire, en prenant en compte le sous-tubage et la reconstruction du génie civil	France Télécom	Premier opérateur alternatif	Deuxième opérateur alternatif
Déploiement de France Télécom seul	12		
Déploiement séquentiel de France Télécom et d'un opérateur alternatif	12	31	
Déploiement séquentiel de France Télécom et de deux opérateurs alternatifs	12	31	22

Le surcoût d'adaptation du réseau de génie civil est supporté par le premier opérateur alternatif déployant, qui doit à la fois poser des sous-tubes et réaliser des travaux de génie civil en cas de saturation.

Le deuxième opérateur déployant supporte des coûts inférieurs, car dans la moitié des cas il peut utiliser les infrastructures réalisées par le premier opérateur. Dans l'autre moitié des cas, il doit lui même procéder à des travaux pour préparer l'arrivée d'un éventuel troisième opérateur alternatif.

Ce système est à la fois discriminatoire, puisque France Télécom est la seule à s'exonérer des coûts de mise à niveau de son réseau et léonin, France Télécom reprenant gratuitement la pleine propriété d'investissements réalisés par des opérateurs tiers.

Il est en outre inefficace, puisque le premier opérateur alternatif à déployer supporterait un coût rédhibitoire.

**Neuf Cegetel demande donc à ce que France Télécom intègre les coûts d'adaptation du réseau (sous-tubage et génie civil) dans les coûts de location de celui-ci. France Télécom doit s'engager à racheter, à un tarif orienté vers les coûts, les sous-tubes et nouveaux fourreaux qui seront posés par les opérateurs tiers.**

Ces principes garantissent par ailleurs une recherche d'optimisation du traitement des cas de saturation et des éventuels coûts de désaturation entre les acteurs.

## Les délais d'adaptation du réseau

La mise à niveau du réseau de génie civil suppose des coûts d'adaptation, dont Neuf Cegetel demande la mutualisation, mais également des délais de mise en œuvre.

L'obligation faite aux opérateurs alternatifs d'aiguiller lors d'une phase d'étude amont puis de sous-tuber leur fait supporter un délai de l'ordre de trois mois que France Télécom ne supporte pas.

Surtout, cette obligation de désaturation suppose dans un certain nombre de cas des travaux de génie civil dont le délai de réalisation est compris entre 8 et 12 mois. La plupart des communes importantes imposent en effet une déclaration annuelle afin de pouvoir coordonner les travaux entre les différents gestionnaires de réseaux.

France Télécom, en s'exonérant de l'obligation de remise à niveau du réseau, s'exonère des délais correspondants. En pratique :

- France Télécom pourra déployer immédiatement là où les opérateurs alternatifs auront déployé en premier ; elle peut même les prendre de vitesse car le fait de ne pas avoir à désaturer lui permet de déployer en moins d'un an.
- les opérateurs alternatifs ne pourront déployer qu'un an après France Télécom dans les zones où elle aura déployé en premier ; France Télécom aura alors installé les câblages verticaux et capté les abonnés les plus rentables ; le principe même d'un déploiement dans ces conditions peut être remis en cause.

Si France Télécom déploie en premier il peut utiliser le génie civil existant, même saturé



Le premier opérateur alternatif doit poser de nouveaux fourreaux (en rouge)...



... pour les opérateurs suivants



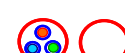
Si un opérateur alternatif déploie en premier, il doit mettre à niveau le réseau (en rouge) ...



... pour l'opérateur alternatif suivant ...



... voire pour Orange



Neuf Cegetel demande donc à ce que le premier opérateur qui déploie ait la charge de l'adaptation du réseau, y compris lorsque cet opérateur est France Télécom. En pratique :

- Tout opérateur premier à déployer doit remettre à niveau le réseau pour qu'il permette d'accueillir a minima France Télécom et deux opérateurs tiers puis aiguiller les fourreaux et tubes correspondants ;
- Il peut ensuite commencer à déployer ses câbles optiques, en consommant le fourreau occupé s'il s'agit de France Télécom et un tube ou fourreau vide s'il s'agit d'un opérateur tiers ;

Ces règles permettent de faire disparaître la discrimination actuelle qui permet à France Télécom de bénéficier d'un effet levier important, en termes de vitesse de déploiement, entre son monopole sur la boucle locale cuivre et les futures boucles locales optiques.

**Neuf Cegetel demande que le premier opérateur à déployer dans une zone, historique ou alternatif, prenne en charge les travaux d'adaptation du réseau de génie civil et supporte les délais correspondants. Ceux-ci ne doivent pas pénaliser exclusivement le premier opérateur alternatif déployant.**

**Neuf Cegetel demande en outre que France Télécom remette à niveau dans les plus brefs délais (pose de sous-tubes) les tronçons dans laquelle elle a « pré-déployé » depuis début 2007 et s'abstienne, avant la réalisation des travaux, d'y démarcher les syndicats de copropriété.**

Neuf Cegetel est par ailleurs favorable à ce que les règles de désaturation et de pose de tubes de réserve soient encore assouplies dans la durée, en ne les dimensionnant que pour les opérateurs s'étant déclarés intéressés par une zone. Les modalités d'optimisation de ces coûts de désaturation sont détaillées en partie suivante.

### **Nécessité de supprimer la règle de récursivité qui augmente artificiellement les cas de saturation**

La règle d'ingénierie récursive aujourd'hui définie par France Télécom impose que tout opérateur laisse une place équivalente à celle qu'il consomme, à l'exception de France Télécom qui, comme expliqué précédemment, fait ce qu'il veut dans ses fourreaux.

Cette règle conduit à ce que le deuxième opérateur alternatif ne peut utiliser une place égale supérieure à la moitié de la place occupée par le premier opérateur, le troisième opérateur peut en utiliser le quart ... Cela conduit à créer des situations de pénuries artificielles dans la mesure où, dans des cas non exceptionnels, l'espace disponible pour le deuxième opérateur (ou le troisième) ne permet qu'à un seul opérateur de passer :

- soit parce que deux sous-tubes ne passeraient pas dans le dernier fourreau
- soit parce qu'il s'agit du dernier sous-tube qui n'est pas sous-sous-tubable

Le deuxième ou le troisième opérateur se trouve dans l'incapacité de déployer au motif que s'il déployait, un éventuel opérateur suivant pourrait être dans l'incapacité de déployer. Le caractère théorique de la règle édictée confine à l'absurde. Elle ne concerne de plus jamais France Télécom.

**Neuf Cegetel demande la suppression de la règle de récursivité, le deuxième et le troisième opérateur devant être autorisé à occuper le même espace que le premier.**

### **Prise en compte des risques de saturation au niveau des adductions d'immeubles**

Si France Télécom a annoncé que les cas de saturation de l'adduction seraient peu nombreux, l'évolution récente, dans le principe bénéfique, permettant de ne plus sous-tuber le câblage de l'adduction des immeubles, entraîne un risque non maîtrisé de saturation pour le second ou troisième opérateur souhaitant se déployer dans une même adduction (qui aurait été résolu par la pose par le premier acteur de sous-tubes disponibles).

Or les coût et délai de reconstruction d'une adduction sont d'autant plus rédhibitoires qu'un premier acteur aurait pu déployer ses fibres dans l'immeuble.

**Aussi, il nous apparaît nécessaire, dans la logique des développements précédents, d'imposer au premier opérateur avant tout déploiement de s'assurer de la disponibilité de l'adduction pour le déploiement d'au moins deux autres opérateurs successifs.**

## **La possibilité de déploiements simultanés sur une zone nécessite une certaine coordination entre opérateurs autorisant une mutualisation des coûts**

### **L'offre actuelle interdit tout déploiement simultané sur une zone**

Neuf Cegetel comprend que France Télécom en monopole dans son réseau, qui servait principalement pour le cuivre et donc évoluait lentement, n'avait pas besoin d'une connaissance précise de l'occupation du génie civil.

Dans un contexte prévisionnel où plusieurs opérateurs déploient un nouveau réseau fibre dans les mêmes fourreaux, il est nécessaire dans un premier temps d'étudier les capacités disponibles et dans un deuxième temps de conserver la connaissance des déploiements de chacun.

En l'absence de toute base d'information centralisée sur les possibilités de déploiement sur une zone, chaque opérateur doit mener des relevés terrain longs et fastidieux.

Or le processus proposé par France Télécom est inefficace dans la mesure où ces études sont inutilisées, puisque France Télécom ne les transmet pas à l'opérateur suivant et dit s'interdire d'utiliser celles faites par des tiers pour ses propres besoins.

Par ailleurs, les règles proposées par France Télécom accordent un avantage sans doute démesuré à l'opérateur qui réserve le premier les capacités de fourreaux dont il a besoin, les autres opérateurs devant reprendre à zéro les études éventuellement engagées sur la même zone. De ce fait, il n'est pas envisageable, en l'état des règles, que deux opérateurs étudient simultanément et distinctement la même zone géographique.

**Neuf Cegetel demande donc la mutualisation des études (repérage terrain, étude d'ingénierie et réservation) entre tous les opérateurs intéressés par un déploiement simultané dans une zone, qui constitue la seule solution permettant de contourner cette difficulté.**

Cette demande est d'autant moins disproportionnée que l'étude réalisée par un opérateur est tout à fait exploitable par un autre, et qu'une réservation simultanée permet plus facilement de traiter les cas de saturation.

Une telle mutualisation de la phase d'étude et de réservation permet donc de résoudre plusieurs autres difficultés de l'offre actuelle, notamment en termes de gestion des saturations et des éventuelles dérogations aux règles d'ingénierie, afin de permettre un déploiement optimisé de l'ensemble des acteurs souhaitant aller sur la zone.

### **Une coordination des travaux sur une zone est nécessaire**

En l'absence d'un minimum de coordination, il n'est pas envisageable que deux opérateurs puissent déployer simultanément sur une même zone.

Si l'on considère que le déploiement d'une zone limitée prend entre 3 et 6 mois, voire plus pour les cas nécessitant du génie civil, en l'absence de toute information sur le séquençage du déploiement d'un premier opérateur, et sur les infrastructures précises (sous-tubes, fourreaux, etc...) qui vont être déployées et quand, il est impossible pour un second opérateur, voire un troisième, de se déployer dans la zone au même moment.



Comme évoqué précédemment, cette impossibilité et cette incertitude sur le délai lui permettant de se déployer, rend impossible toutes actions commerciales vis-à-vis des syndicats, en vue du câblage des immeubles, et des clients finals, en vue de leur bascule sur la fibre, induisant une quasi-certitude de préemption du marché local par le premier opérateur.

Par ailleurs, une coordination des travaux présente un double intérêt supplémentaire :

- Il permet de dimensionner les adaptations nécessaires du réseau au plus près des besoins des opérateurs qui auront émis le choix de déployer leurs infrastructures sur la zone : gain en efficacité
- Il permet des optimisations bénéficiant à tous les acteurs (y compris les syndicats pour l'adduction) : mutualisation des travaux, pose de câbles ou fibres excédentaires par un acteur pour le compte du ou des autres, etc...

**Neuf Cegetel demande donc à ce que, suite à l'étude d'une zone par un opérateur, les besoins raisonnables des opérateurs souhaitant se déployer sur la zone puissent être pris en compte, et qu'une transparence sur le séquençage des déploiements de chacun permette des déploiements simultanés.**

Par ailleurs, la multiplication de chantiers pourrait conduire à d'inutiles pénuries de main d'œuvre qualifiée. France Télécom dispose également d'avantages comparatifs importants : elle dispose d'un tissu de sous-traitants pour le cuivre, en possible situation de dépendance économique et pouvant concéder des remises au volume ; elle peut de plus mutualiser un certain nombre de travaux de maintenance sur le cuivre avec la pose de fibre, notamment pour désaturer des tronçons.

La coordination du déploiement de plusieurs acteurs simultanément dans une même zone pourrait donc être à la fois plus simple et plus équitable s'il pouvait être réalisé conjointement, avec une seule intervention par chambre. Les gains générés par une telle mutualisation (au moins de 30% pour chacun) permettraient également la couverture rentable de zones plus importantes.

**Neuf Cegetel demande donc à ce que l'Autorité impose que tout opérateur déployant dans une zone prévoit un mécanisme de mutualisation des travaux de déploiement des câbles vis-à-vis des opérateurs qui seraient intéressés par un déploiement simultané.**

### **Gestion des cas de saturations par la pose de câbles mutualisés**

Le coût de reconstruction d'un fourreau est, comme cela a été vu, très élevé : de l'ordre de 120 à 160€/ml dans le cas général, et de l'ordre de 1 500 € par immeuble sur une adduction, rédhibitoire pour un immeuble de dix logements en moyenne. La reconstruction d'un fourreau ou d'une adduction induit également des délais très importants.

**Neuf Cegetel demande donc à ce que l'offre d'accès aux fourreaux prévoit que, en cas de saturation sur un tracé permettant de raccorder un ou des immeubles (ou d'impossibilité à sous-tuber conformément à la règle d'ingénierie), le premier opérateur utilisant l'offre de génie civil de France Télécom, France Télécom compris, puisse poser des câbles ou des fibres excédentaires de façon à pouvoir proposer un point de raccordement aux autres opérateurs permettant de couvrir les mêmes immeubles sans reconstruction de fourreaux ou sous-tubage.**

La mutualisation des études demandée précédemment permettra d'identifier les opérateurs intéressés et un dimensionnement adapté de ces fibres ou de ces câbles excédentaires, les parcours cohérents concernés, le point de raccordement (idéalement la première chambre de transport permettant la pose de coupleurs PON), et les modalités de financement.



Il s'agit d'une évolution de l'offre techniquement simple à définir et optimisant l'occupation des fourreaux et donc le coût du génie civil partagé entre tous les acteurs. A titre de référence, le coût marginal pour le premier opérateur est de l'ordre de 20 € par immeuble, contre plus 50 € pour le sous tubage. A rapprocher du coût de désaturation évoqué (1500 € par immeuble).

Cette opération ne se traduirait donc pas par un réel surcoût pour le premier opérateur la réalisant, et permet d'éviter d'augmenter inutilement les coûts et difficultés de l'opérateur suivant.

## **L'accès aux fourreaux peut permettre de déployer des réseaux alternatifs pour 3,5 millions de ménages au mieux. Au delà, une offre de fibre noire ou de bitstream est indispensable pour éviter une remonopolisation du marché**

### **Enjeux**

Les demandes formulées par Neuf Cegetel en parties précédentes amélioreraient très significativement l'offre d'accès au génie civil de France Télécom, les équilibres économiques des opérateurs alternatifs et leur capacité de déploiement. Neuf Cegetel serait ainsi à même d'équiper, au mieux, entre trois et quatre millions de ménages.

En dehors de ces villes les plus denses, il n'existe pas d'équilibre économique de déploiement pour un opérateur alternatif, ni à court ni à moyen terme, pour le déploiement séquentiel de plusieurs réseaux de boucle locale concurrents.

Il s'agit d'une zone de monopole naturel, où seul peut déployer France Télécom, du fait d'une part de marché deux fois supérieure aux opérateurs alternatifs sur le haut débit, d'un accès plus facile aux goulottes intérieures d'immeubles et d'une mutualisation des coûts d'installation, d'exploitation et de maintenance avec la boucle locale cuivre.

Il serait inacceptable pour le marché en général et pour Neuf Cegetel en particulier que cette zone se re-monopolise progressivement avec la migration des abonnés vers la fibre.

Plus de 70% des abonnés actuels de Neuf Cegetel sont situés dans une zone où Neuf Cegetel sera durablement dans l'incapacité de déployer une boucle locale optique dans des conditions économiques raisonnables en utilisant seule les fourreaux de France Télécom.

Une offre de mutualisation plus poussée est nécessaire, soit une offre de fibre noire, soit une offre de bitstream. Le tableau ci-dessous illustre ce propos en modélisant le niveau de déploiement atteint par les opérateurs en fonction de l'offre disponible.

Extension économiquement possible de la zone de couverture (en million de ménages)		Opérateurs alternatifs	France Télécom
Offre d'accès au génie civil	Offre actuelle	inutilisable	7
	... avec des améliorations opérationnelles	1,5	7
	Offre non discriminatoire	3,5	7
Offre d'accès au NRO (fibre noire ou bitstream)		9	9

### **Sur l'urgence**

Les obligations d'offre de fibre noire et d'offre de bitstream doivent être imposées dès la présente analyse de marché car France Télécom a annoncé son intention de déployer massivement à partir de 2009 (les études des zones concernées vont donc être lancées en 2008) et commence déjà à équiper des zones de moyenne densité, comme Poitiers.

Pour France Télécom, il serait inacceptable de commencer à déployer sans se voir imposer de bitstream ou d'obligation de mutualisation au NRO, pour se voir imposer une obligation a posteriori. La régulation peut être allégée, mais rarement renforcée sur un même marché. Un refus de réguler aujourd'hui sera difficile à infirmer dans un ou trois ans.

Par ailleurs, l'ensemble des acteurs du marché, et pas seulement France Télécom, a besoin de visibilité sur la future régulation du très haut débit.

Neuf Cegetel est un opérateur national. S'engager au cours des prochaines années dans un plan massif de déploiement de fibre pour trois à quatre millions de ménages adressables situés dans les zones les plus denses n'aurait aucun sens s'il n'y avait aucune garantie de pouvoir desservir également les zones de moindre densité.

En effet, l'évolution du marché du haut débit, stimulé par la concurrence par les investissements, a mis en évidence que seuls les opérateurs à même d'atteindre un parc d'abonnés conséquent survivent.

Il existe des coûts fixes importants de fourniture de services haut et très haut débit, à la fois commerciaux et techniques. L'obtention de trois lots de droit de retransmission de la Ligue 1 de football par Orange en est un exemple parmi d'autres.

### **Sur le cadre réglementaire**

L'ARCEP ne peut pas mettre entre parenthèses son analyse de marché bitstream au motif qu'elle espère que le législateur adoptera ultérieurement un texte qui pourrait être conforme à ses souhaits et permette une régulation symétrique aboutissant au même résultat, et ce d'autant que le cadre européen ne semble pas favorable, à l'heure actuelle, à une telle régulation symétrique. Et le besoin d'une offre de type « bitstream » est principalement lié à :

- la position dominante de France Télécom sur le marché de détail lui permettant de couvrir de façon rentable une zone plus importante que ses concurrents, zone d'autant plus importante que l'offre de fourreau évoluerait peu ;
- la capacité de France Télécom à se déployer en premier et à créer un monopole local au moins temporaire du fait de sa position dominante sur les infrastructures passives, si les demandes d'évolution de l'offre d'accès aux fourreaux n'étaient pas intégralement satisfaites.

Au demeurant l'Arcep a établi la dominance de France Télécom à la fois sur le marché de la boucle locale passive (où cuivre et fibre sont partiellement substituables) et sur le marché du bitstream.

### **Sur le bitstream**

A ce jour, il semble que les équipements des différents constructeurs, notamment ceux choisis par France Télécom, posent des problèmes d'interopérabilité. Dès lors, commercialiser une offre bitstream sur le réseau de France Télécom suppose de fournir à ses clients un terminal Orange. En terme commercial, ce type d'approche est inenvisageable dans la durée.

En outre, une interconnexion de type Ethernet, telle qu'elle pourrait être mise en œuvre aujourd'hui, poserait probablement de nombreux problèmes d'interopérabilité des services de chaque opérateur (débits, flux TV, VoD, ...). L'intérêt majeur d'un déploiement fibre est la possibilité de proposer des services et contenus spécifiques exploitant la bande passante rendue possible.

L'offre de type bitstream Ethernet qui pourrait être imposée immédiatement à France Télécom devrait donc le plus rapidement possible évoluer vers des solutions d'interconnexion les plus transparentes possibles vis-à-vis de chaque opérateur.

Les solutions de type « bitstream WDM-PON » sont à cet égard prometteuses. En effet, plusieurs opérateurs peuvent partager un réseau WDM-PON, chacun disposant de ses propres longueurs d'ondes lui garantissant une indépendance totale par rapport à la gestion des équipements actifs des autres opérateurs sur les autres longueurs d'onde.

France Télécom a indiqué en réunion multilatérale que cette solution technique, encore à l'état de prototype, serait disponible courant 2009, c'est à dire pendant la période de trois ans couverte par l'analyse de marché bitstream actuellement menée par l'Arcep.

Il convient de noter qu'il sera difficile de faire migrer vers du WDM-PON des réseaux qui auraient précédemment été déployés en PON Ethernet. Outre les coupleurs PON, il faudrait vraisemblablement changer simultanément tous les terminaux clients.

## Sur la fibre noire

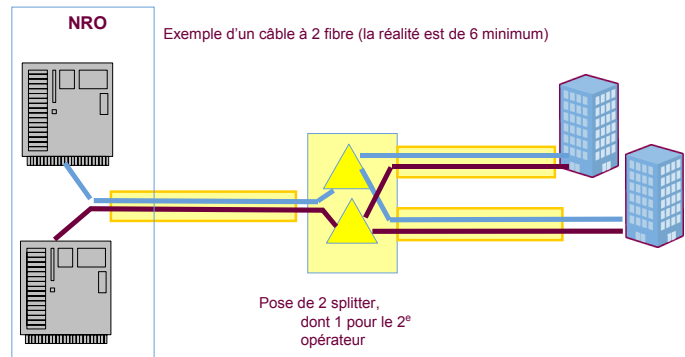
Ainsi qu'exposé ci-avant, il existe des difficultés d'interopérabilité des équipements PON Ethernet à court terme et les équipements WDM PON ne sont pas encore disponibles.

Dès lors, la meilleure manière d'éviter la création de monopoles locaux à court terme, dans les zones de densité moyenne, est d'imposer à France Télécom la fourniture de fibre noire.

Il s'agit pour France Télécom, lorsqu'elle déploie un réseau PON, de sur dimensionner le nombre de fibres déployées, et d'installer deux (ou trois) coupleurs PON par boîtiers au lieu d'un seul coupleur pour huit immeubles tel qu'installé pour un seul opérateur. Les branchements permettent une indépendance de chaque opérateur sur la couche passive. La difficulté technique est donc faible.

Le surcoût lié au dimensionnement est également faible : les coûts fixes d'étude, d'aiguillage, d'ouverture de chambres, de tirage de câble et de pénétration dans les immeubles sont complètement mutualisés ; le surcoût d'un câble de 256 fibres par rapport à un câble 72 fibres est inférieur à 2 € par mètre ; le doublement du nombre de splitters et de soudures induit un léger surcoût.

Le surdimensionnement pourrait être décidé en fonction du nombre d'opérateurs déclarés intéressés lors de la phase d'étude conjointe de la zone.



Il convient de noter que Neuf Cegetel s'engagerait à payer une partie équitable du coût global d'établissement du réseau, par exemple à travers une location longue durée (IRU), voire un partage des coûts complets de construction.

France Télécom bénéficierait donc de multiples gains :

- la contribution d'un opérateur alternatif comme Neuf Cegetel étant structurellement supérieure au surcoût lié au dimensionnement, le coût restant à la charge de France Télécom diminuerait ;
- France Télécom ayant une part de marché double de celle de Neuf Cegetel, son coût d'établissement de réseau ramené à l'abonné serait deux fois inférieur ;
- Une telle offre d'accès, au niveau du NRO, au réseau ainsi déployé pourrait dispenser France Télécom de réaliser les travaux de mise à niveau du génie civil (désaturation, sous-tubage pour des tiers) que les règles d'ingénierie lui imposeraient si elle devait prévoir la possibilité d'un déploiement ultérieur de concurrents.

- le risque industriel pourrait être partagé entre plusieurs opérateurs, et non porté par France Télécom seul

## **Demandes**

**Neuf Cegetel demande à l'Autorité de bien vouloir, au titre de la régulation asymétrique :**

**Imposer à France Télécom une offre de fourniture de fibre noire, entendue comme la fourniture d'un réseau PON entre le répartiteur optique et le pied d'immeuble, où les fibres sont issues de câbles mutualisés entre opérateurs.**

**A défaut, de revoir son analyse de marché bitstream afin d'imposer à France Télécom une obligation de fourniture de bitstream, sous la forme WDM-PON dès que la technologie sera disponible en 2009.**

Ces obligations, asymétriques donc temporaires, pourront être levées dès lors qu'un cadre de régulation symétrique et pérenne aura été mise en place à la fois au niveau européen et au niveau national.

## Enjeux des demandes de Neuf Cegetel en termes d'extension de la zone de couverture prévisionnelle

